

## De l'analyse sociologique de la division du travail à l'intercoopération

**Dibi Djibli Vincent**

Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire

### Abstract

The division of labor, which is a phenomenon of the spontaneous or rational distribution of the activities required in the production of economic goods, has had a positive effect on the creation of wealth insofar as it has permitted an increase in yield and productivity. But as defended by Adam Smith and his disciples (Taylor, Ford...) this division of labor is done to the detriment of the working masses. Similarly, the specialization of the division of labor is not only of an economic nature, but also of the sociological dimension, through the solidarity created within the working class. This solidarity, characterized as mechanical solidarity by Emile Durkheim, is opposed to the mechanical solidarity of traditional societies. Intercooperation, an organizational model that meets the different expectations of workers, the main creators of wealth. These expectations are expressed through purchasing power, security, group membership, esteem and self-realization. Meeting these expectations makes these workers free citizens in the management of their lives.

**Keywords:** division of labor, intercooperation, taylorism, fordism, toyotism, expectations

### 1. Introduction

Les deux concepts de la division du travail et de l'intercoopération visent les mêmes objectifs à savoir : l'accroissement et la productivité d'une part et l'interdépendance et complémentarité. Mais ces deux concepts sont opposés au niveau de leurs impacts et de leurs conséquences.

La division du travail étant à la base de transformations sociales majeures avec des phénomènes de domination et d'aliénation au niveau de la société. Cette division introduit au sein de l'atelier une parcellisation des tâches (Adam Smith, 1776) <sup>[17]</sup> et une spécialisation très poussée aussi bien à l'intérieur des entreprises et qu'au niveau des pays. Cette spécialisation s'opère ainsi entre les nations. Ces bouleversements profonds intervenus sont diversement appréciés par les différents auteurs (Georges Friedmann 1970, Georges Gurvitch 1969, Karl Marx 1867, Samir Amin, François Perroux, De Bernis).

Pour réduire les effets pervers de cette division qui ont pour nom la dépendance et la pauvreté des travailleurs d'une part et des nations du sud d'autre part, il faut faire la promotion de l'intercoopération et de son noyau originel qu'est la coopérative. Cela permettra l'émergence d'un vaste mouvement coopératif dans tous les domaines socioéconomiques. La finalité de ce mouvement est l'instauration d'une solidarité entre les travailleurs et une économie sociale alternative forte. Les pionniers de Rochdale sont les initiateurs de cette économie encouragée par leurs successeurs à l'instar de Guy Belloncle, Dominique Gentil.

Comment peut-on atténuer le rapport de domination et d'aliénation issus de cette division du travail en instaurant des rapports de collaboration et de coopération à travers l'intercoopération. L'objectif de cette étude est d'analyser et de comprendre le phénomène de la division de travail, ses conséquences et ses impacts sur les rapports sociaux dans le cadre d'une entreprise d'une part et d'autre part au sein d'une nation.

La thèse soutenue est la suivante : la division du travail, au lieu d'être génératrice de rapport de domination et d'aliénation dans une communauté humaine donnée devient un cadre de collaboration entre les humains vivant grâce à l'intercoopération.

Les théories de la sociohistoire et de l'interactionnisme, de l'observation et la documentation sont sollicitées pour l'analyse de ces phénomènes sociaux, parce qu'elles permettent de mieux appréhender les logiques qui guident les partisans de chacun des deux concepts division du travail et intercoopération.

La division du travail est à l'origine de nombreuses transformations sociales tant à l'intérieur des entreprises qu'au niveau des nations. Tandis que l'intercoopération est l'un des prolongements de cette division. Mais au lieu d'être à la base des transformations douloureuses, l'intercoopération crée des rapports de coopération, de collaboration, et de solidarité entre ceux qui appartiennent à une ou plusieurs communautés.

Ainsi dans un premier mouvement, nous tenterons de présenter la division du travail selon Adam Smith et ces successeurs. Dans un deuxième mouvement, nous essayerons et d'analyser les formes achevées de cette division du travail et leurs limites. Puis dans le troisième mouvement, nous montrerons l'intercoopération comme cadre modèle alternatif des rapports sociaux en milieu professionnels.

### 2. Division Du Travail

La division du travail est un trait caractéristique à la fois dans les sociétés humaines et animales. Chez les animaux, cette division n'a jamais connu une évolution significative à l'image de ce qui se passe dans la société des termites, des abeilles ou des singes. Dans les communautés humaines, elle présente au cours de leur histoire de traits profondément différents. La division du travail, chez les êtres humains comme chez les animaux, est liée à certains traits morphologiques (Bourdon & Bourricaud, 2012) <sup>[3]</sup>. Mais la

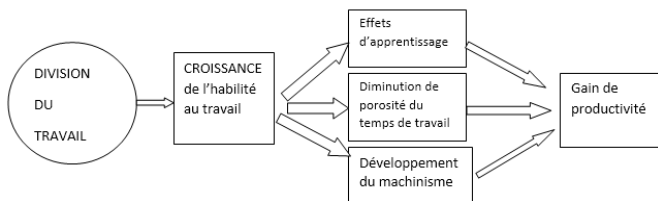
division du travail chez les hommes n'est jamais strictement déterminée par des attributs anatomiques ou physiologiques. Dans les sociétés à castes, les spécialisations les plus contraignantes sont moins fondées sur des propriétés naturelles que sur des prescriptions et des interdits symboliques et religieux.

La division du travail dans les sociétés modernes est liée aux aptitudes des acteurs grâce à l'expérience et à l'éducation. Pour cette étude, nous mettons l'accent sur les aspects socioéconomiques de la division du travail dans les sociétés humaines.

### 2.1 Adam Smith Et La Division Du Travail

La division du travail a rendu possible la parcellisation des tâches. Ce qui permet à la démultiplication des postes de travail et à la responsabilisation de chacun des ouvriers ou travailleurs dans les entreprises. Grâce à cette méthode, les rendements et la productivité sont accrus au sein de la société. Le célèbre texte d'Adam Smith (1776) <sup>[17]</sup> sur la manufacture d'épingles <sup>[1]</sup> est la démonstration scientifique de l'efficacité obtenue à l'aide de la division du travail (EDIANI et al, s.n.).

La division du travail, pour Smith, c'est le processus par lequel la fabrication d'un ouvrage est subdivisée en tâches distinctes qui donnent lieu à des emplois et des métiers différents. C'est une des causes principales de la richesse des Nations car elle engendre un gain de productivité important.



Source: Figure de (Ediani et al).

Fig 1

Trois raisons expliquent la diminution du temps de travail nécessaire par unité produite. Il s'agit de l'habileté, la diminution et de la possibilité.

L'habileté croissante que les ouvriers acquièrent en répétant une même tâche : ils peuvent donc exécuter une tâche en un temps beaucoup plus réduit que s'il y n'était pas habitué,

La diminution du temps perdu pour passer d'une activité à une autre : les ouvriers sont ainsi en permanence concentrés sur la même activité et restent productifs toute la journée,

La possibilité de mettre en évidence les opérations susceptibles d'être mécanisées : cela favorisera l'utilisation de machines. Cependant, Adam Smith avait lui-même mis en évidence les limites et les dangers d'une telle division du travail qui détruit l'intelligence et l'imagination des ouvriers. Il souligne même qu'elle rend l'ouvrier « stupide et ignorant ». Mais cet aspect lui semble secondaire par rapport à l'efficacité économique. Pour éviter « l'amointrissement des facultés intellectuelles de la classe ouvrière », le

gouvernement peut développer la formation initiale et continue.

### 2.2 Karl Marx Et La Division Du Travail

Marx a mis l'accent sur les conséquences négatives de la division du travail. Les avantages énumérés par Adam Smith ont plus profité aux détenteurs des moyens de productions que sont les chefs d'entreprises, les banquiers, les financiers. Ces bourgeois utilisent les forces productives que constituent les ouvriers et les paysans. La division du travail les a réduits en objets car ils n'ont plus droit à réfléchir. Ce que le système issu de la division du travail leur demande, c'est d'exécuter des tâches manuelles. Désormais la conception appartient à l'élite et à ses bras séculiers que sont les ingénieurs et l'exécution à la classe ouvrière et paysanne.

« La division du travail suppose l'autorité absolue du capitaliste sur des hommes transformés en simples membres d'un mécanisme qui lui appartient ». La manufacture nécessite donc que l'ordre soit maintenu, car les risques d'indiscipline de la part des travailleurs sont grands. Et ce n'est que l'intervention des machines qui « supprima la main-d'œuvre comme principe régulateur de la production sociale. Et lorsqu'une machine est mise au point, elle correspond à la création d'un ou de quelques postes de travail au détriment de milliers emplois supprimés.

Pour Marx, c'est la naissance de l'atelier, le regroupement de travailleurs en un même lieu, couplé au progrès du machinisme qui vont accentuer la division du travail et qui permettront à l'industrie moderne d'apparaître.

L'exacerbation de la concurrence va pousser les capitalistes à obtenir davantage de gains de productivité donc pour cela à approfondir la division du travail et l'utilisation des machines dans l'industrie (le machinisme). Marx (1867) dénonce les effets accrus sur les travailleurs de la division du travail :

- L'aggravation de leur exploitation avec l'extorsion de la plus-value : comme Smith, Marx pense que la division du travail permet d'accroître la productivité. Mais ce surplus de richesses ne profite pas aux ouvriers puisque le profit est accaparé par la bourgeoisie.
- L'aliénation dans le travail: elle est due à l'accroissement des cadences de travail et à la répétition de gestes imposés. Elle se traduit par un sentiment de dépossession chez le travailleur car celui-ci ne maîtrise plus la signification de son travail et ne parvient pas à le situer dans l'ensemble du processus de production.

Le constat de Marx dans les rapports sociaux est qu'il existe une dynamique sociale entre les travailleurs d'une même branche au sein de l'entreprise. Cette dynamique se traduit par la solidarité ouvrière que Durkheim qualifie d'organique. Et pour extrapoler au plan universel, Marx appela les ouvriers de toutes les nations de s'unir pour défendre leurs intérêts de classe et se libérer du joug de la bourgeoisie.

### 2.3 De La Solidarité Mécanique Des Communautés Traditionnelles A La Solidarité Organique

Durkheim fait valoir une critique contre l'interprétation utilitariste d'Adam Smith de la division du travail. Pour Durkheim, la division du travail n'est pas seulement le fruit d'un calcul habile et bien fondé. C'est aussi un phénomène proprement social, en ce que, sans être explicitement voulu dans tous ses aspects et dans toutes ses conséquences par ceux mêmes qui ont été les plus actifs à le promouvoir. Il

<sup>1</sup> « L'important travail de faire une épingle est divisé en dix-huit opérations distinctes ou environ, lesquelles, dans certaines fabriques, sont remplies par autant de mains différentes, quoique dans d'autres le même ouvrier en remplisse deux ou trois. » Adam SMITH (1776) « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des Nations » Livre I

émerge comme un des résultats de leur confrontation et de leur concurrence. La recherche par les producteurs de la productivité la plus élevée par la spécialisation la plus intelligente, ne suffit pas à assurer une division du travail la plus viable. Selon Durkheim, la division du travail est une solution adoucie à la concurrence, puisqu'en se spécialisant, les concurrents cessent de rivaliser pour les mêmes biens. Mais cette division du travail ne suffit pas à résoudre tous les problèmes de la concurrence. Elle en crée au fur et à mesure qu'elle en résout. En effet, elle suppose une allocation préalable des ressources et un partage ultérieur du produit, dont tous les aspects et toutes les conséquences ne sont ni ne peuvent être calculés et voulus d'avance. À cet égard, on peut dire que Durkheim retourne contre Adam Smith la fameuse image de la main invisible proposée par Smith lui-même à propos du marché.

En effet, pour cet auteur, la division du travail, même si elle s'accompagne d'une spécialisation des tâches au niveau de l'allocation des ressources et d'une élévation de la productivité concernant le produit, est aussi et avant tout un fait d'organisation. Comme il préfère le dire, un phénomène de solidarité. De ce qui suit, la solidarité doit être prise dans un sens large et de noyer l'analyse en tenant compte de l'ensemble des conditions qui affectent la cohésion des différentes formes de société. La division du travail n'est pas un phénomène naturel, mais un phénomène proprement social. De même, il n'est pas spontané mais un fait de société. Ce qui nous amène à dire que ce phénomène n'est pas spontané, mais plutôt un phénomène organisé et coordonné. Émile Durkheim oppose la solidarité mécanique émanant des sociétés traditionnelles, paysannes à la solidarité organique issue de la division du travail des sociétés modernes qui tiennent compte des fonctions professionnelles, administratives et scientifiques. Pour lui, la solidarité mécanique est l'œuvre des membres d'une même aire culturelle du fait que ces derniers sont liés par la culture, les traditions, les us et coutumes. Cela nous fait dire qu'ils agissent d'un même esprit comme des automates pour défendre leurs causes. En régime de solidarité mécanique, la spécialisation des tâches est limitée par une contrainte caractéristique à la société traditionnelle. Non seulement l'appartenance au groupe est fortement valorisée (ce qui, aux yeux de Durkheim, n'est pas distinctif, puisque toute société exige l'adhésion de ses membres). Mais cette appartenance s'établit surtout sur la base d'une fusion des individus devant le tout social. Dans la mesure où spécialiser signifie individualiser, une trop forte différenciation, surtout si elle résulte de l'ambition et du calcul égoïstes contredit donc le principe de la solidarité mécanique. Ce n'est pas le travail, et encore moins son produit qui, dans de telle société, différencie les rôles sociaux. La seule forme de différenciation qui y est reconnue, c'est la participation à la vie mythique et rituelle de la société, qui assigne à chacun une figure et une position statutaires. C'est le cas de la société Senoufo en Côte d'Ivoire dans laquelle il faut avoir suivi toutes étapes de l'initiation du poro pour que l'individu soit reconnu comme membre de la dite société. De même, pour être reconnu membre dans les sociétés lagunaires (Ebrié, Attié, Adjoukrou...) du même pays, chaque individu du groupe doit suivre la formation dans chaque classe d'âge. Alors qu'en régime de solidarité organique dans la société moderne, au contraire, la différenciation des activités

productives s'effectue selon les critères de compétence et d'efficacité. Il en résulte un changement marqué et incessant dans la hiérarchie des statuts, par ailleurs générateurs d'anomie. Corrélativement se produit un énorme développement des fonctions de coordination, qui deviennent de plus en plus conscientes et méthodiques. Comme les différences qui résultent de la spécialisation entraînent une fréquence et une intensité accrue des échanges entre les producteurs, avec les risques de conflits inhérents à ces contacts et à ces échanges, la division du travail doit être placée sous la surveillance d'autorités douées d'une vue compréhensive sur le processus de production que chacun des producteurs. Cette fonction de coordination et de réflexion est d'autant plus importante que les tâches productives qui sont différenciées sont confiées aux ingénieurs et managers de haut niveau. La division du travail n'est donc pas seulement spécialisation des aptitudes et compétences, mais elle est aussi coordination des tâches.

C'est précisément Taylor et ses disciples qui ont mis un véritable accent sur les questions de l'organisation scientifique du travail. L'objectif par ce groupe vise à améliorer la productivité du travail individuel sous la condition que les fruits de cette production accrue soient repartis de manière équitable entre les travailleurs et les employeurs. Pour Taylor, il s'agit donc de déterminer scientifiquement non seulement l'intensité du travail, mais la manière dont il être organisé.

La Division du Travail aborde aussi la dimension sociologique. Cette dernière fait référence à la spécialisation des fonctions des individus dans la société toute entière. Cela crée le concept de la division du travail social. Pour Durkheim, la DTS déborde largement la sphère économique et s'inscrit aussi dans les domaines artistiques, administratifs, politiques, scientifiques... Tous sont touchés par la spécialisation des fonctions.

La production de la solidarité fait partie de la fonction morale de la DTS. Le but est de relier les individus entre eux parce que la spécialisation crée une interdépendance entre les individus et une prise de conscience de cette interdépendance. La DTS entraîne donc aussi une complémentarité. Pour Durkheim, la division du travail est un fait inscrit dans l'évolution même de la vie. Les progrès qu'elle rend sont d'ordre moral parce qu'elle intègre les groupes sociaux comme facteur de cohésion sociale. La division du travail cimente la cohésion sociale, produisant plus de solidarité que de désorganisation sociale. La division du travail est au cœur de l'analyse qu'il développe sur le passage des sociétés à solidarité mécanique (basées sur une solidarité qui lie les individus par leur ressemblance) à des sociétés à solidarité organique au sein desquelles, en raison de l'augmentation du volume de la population et de la densité sociale, la complémentarité de rôles au sein d'un même système social est rendue nécessaire.

### **3. Des formes achevées de la division du travail et leurs limites**

#### **3.1 Taylorisme**

##### **3.1.1 Deux principaux constats**

a)-Avec le taylorisme, la direction de l'entreprise ne cherche pas à motiver ses ouvriers et profite du seul progrès technique pour assurer la croissance de la production

b)-Les ouvriers perçoivent aussi la direction comme une simple autorité si bien que l'ouvrier zélé est mal vu par ses collègues. Ce qui entrave la productivité.

Il y a deux principes sur lesquels est fondée la division du travail :

- Division horizontale : le travail est décomposé en une séquence de tâches simples. Chaque ouvrier est alors spécialisé dans une tâche, ce qui permet d'améliorer la productivité. En outre, il est plus facile d'étudier et d'optimiser chaque processus.
- Division verticale : distinction entre le travail intellectuel et manuel, les ingénieurs conçoivent le procédé et forment les employés tandis que l'employé se concentre uniquement sur l'exécution de sa tâche sans se soucier de la manière de faire.

L'objectif est de mettre au point une science de la production détenue par les ingénieurs pour que la production ne repose plus sur le savoir empirique des ouvriers. Il faut préciser que la rémunération des ouvriers est fonction du rendement et des conditions suivantes :

- Du fait de la répétitivité et de la monotonie des tâches, la principale motivation d'un ouvrier était essentiellement d'ordre pécuniaire.
- Le salaire qui est fonction du rendement s'est donc imposé. Pour chaque tâche, il y a un temps d'exécution prédéfini et la rémunération des employés se fait en fonction de leur écart par rapport à ce temps de référence.

La diminution des temps non productifs pousse les ouvriers à donner le meilleur d'eux-mêmes malgré la pression du groupe

Trois difficultés de mise en application sont identifiées :

- « La tyrannie du chronomètre » les méthodes de Taylor sont difficilement acceptées, notamment en France, malgré les augmentations de la productivité. Les ouvriers n'acceptent pas que les temps de référence soient définis par les ingénieurs, ils n'acceptent pas non plus la pression induite par les chronométrages.
- Les ouvriers français sont plus qualifiés que les ouvriers américains (vagues d'immigration aux US), ils n'acceptent pas la déqualification induite par la division horizontale du travail.
- Préférence des patrons pour la « méthode française » gains de productivité par l'organisation des ateliers et la mise en place de nouvelles machines.

Le seul moyen d'appliquer le Taylorisme en France est de construire des usines en milieu rural où il y a peu d'ouvriers expérimentés. L'entreprise est l'outil par excellence au sein de laquelle est mis en place un processus de décision et de formation : elle développe son procédé et entraîne et forme ses employés à son exécution. Les ingénieurs contrôlent le travail de l'exécution, ils s'assurent sur le terrain de la bonne application des techniques développées et impliquent les ouvriers de métier expérimentés dans la conception des nouveaux procédés.

### 3.1.2 Prémices d'une coopération entre la hiérarchie et les employés

Le taylorisme est une méthode de travail qui tire son nom de l'ingénieur américain Frederick Winslow Taylor (1856-1915). Cette méthode repose sur une division du travail en tâches simples et répétitives individuellement optimisées et sur le paiement des employés au rendement (mesuré au nombre de

pièces et avec l'aide du chronométrage). L'organisation scientifique du travail proposée par Taylor repose tout d'abord sur une division technique du travail (organisée par postes), au contraire de la situation passée d'une organisation sociale du travail (organisée par métiers).

Les objectifs de Taylor sont de trois ordres : lutter contre la flânerie systématique des ouvriers dans l'atelier, proposer une méthode de fabrication optimale ("one best way"), mettre en place une rémunération au mérite ("fair'sdaywork"), en fonction des cadences constatées. Pour réaliser ces objectifs, l'organisation du travail doit adopter une division du travail horizontale, c'est à dire une fragmentation maximale des tâches au sein de l'atelier entre les différents postes ; et une division verticale reposant sur une séparation complète de la conception technique du produit par les ingénieurs et de son exécution par les ouvriers.

### 3.2 Fordisme

Le fordisme est un mode de développement de l'entreprise (ou d'organisation du travail), inventé par Henry Ford (1863-1947), fondateur de l'entreprise du même nom, et largement inspiré d'une autre organisation du travail : le taylorisme, ou organisation scientifique du travail (ou OST). Le but de ce développement de l'entreprise est d'accroître la productivité et la production de l'entreprise grâce à plusieurs principes :

a)- la division du travail en une division verticale (séparation entre conception et réalisation) et en une division horizontale (parcellisation des tâches), et l'apparition de la ligne de montage (et donc du travail à la chaîne);

b)- la standardisation permettant de produire en grandes séries à l'aide de pièces interchangeables;

3)-l'augmentation du pouvoir d'achat des ouvriers afin pour une part de stimuler la demande de biens de consommation, mais cette augmentation des salaires avait pour but principal de lutter contre le turn-over (démission des ouvriers) devenu de plus en plus élevé avec l'apparition du travail à la chaîne, qui rendait les conditions de vie des ouvriers encore plus difficiles qu'auparavant. Il consiste aussi à améliorer le système de Ford.

#### 3.2.1 Principes du Fordisme

Il s'agit de :

- Division horizontale et verticale du travail
- Lignes de montage mécanisées
- Standardisation
- Production en grande série
- Augmentation du pouvoir d'achat : « Five Dollars Day »
- Division de l'entreprise en services
- Mise en place de réseaux de sous-traitants
- Formation minimale de l'ouvrier
- Contrôle hiérarchique

#### 3.2.2 Conséquences

Ces conséquences sont perceptibles par la :

- Hausse de la production
- Hausse de la productivité
- Hausse de la consommation
- Baisse du coût de production
- Baisse du prix de vente du produit fini
- Déqualification de l'ouvrier
- Travail ouvrier de plus en plus répétitif et monotone
- Difficulté de réaction au marché



### 3.2.3 Le fordisme dans la réalité

L'augmentation des salaires avait pour but principal de lutter contre le turn-over devenu de plus en plus fréquent face aux conditions de travail. En France, à partir de 1926, développement du Fordisme dans l'automobile, l'industrie alimentaire et les mines. Mais surtout utilisé pour réduire le coût et le prix plutôt que de s'installer dans une logique production de masse consommation de masse. Les conséquences sont une hausse de la production et de la productivité, mais aussi une hausse de la consommation, une baisse du coût de production (par une économie de main-d'œuvre et de surface), une déqualification du travail ouvrier, un meilleur contrôle par la direction du travail ouvrier, la réalisation d'un travail ouvrier de plus en plus répétitif et monotone, et une standardisation de la production dans le but de favoriser une consommation de masse.

### 3.2.4 Limites

Dès la fin des années 1960, les limites de l'OST se révèlent. L'absentéisme augmente, la rotation des effectifs s'accélère, on constate une progression de la proportion de produits défectueux ainsi que du nombre des accidents du travail, et l'opposition au taylorisme devient un motif de grève. De plus, les principes tayloriens et fordien ne peuvent être appliqués que si les produits ou le processus sont standardisables, les séries produites longues et l'environnement économique relativement prévisible et stable (demande anticipable et renouvellement lent des modèles). Ces différents principes étant remis en cause aujourd'hui, le fordisme correspond donc à une organisation du travail trop rigide (manque de flexibilité) et incompatible avec les évolutions du marché.

Dans les années 1930, l'École des Relations Humaines (Mayo, Maslow) va s'intéresser au comportement des travailleurs afin de montrer les limites du taylorisme, notamment le fait qu'il avait tort de négliger le travail humain. Ainsi, les expériences réalisées sur des ouvrières à l'usine Western Electric d'Hawthorne ont permis à Elton Mayo de mettre en évidence le fait que les individus réagissent positivement à l'attention que l'on peut leur porter afin d'améliorer leur situation. Maslow établit une pyramide hiérarchisée des sources de motivation au travail : salaire, sécurité, appartenance à un groupe, estime et réalisation de soi. Or le taylorisme ne remplit que le premier besoin et néglige les conditions et les préoccupations des ouvriers.

### 3.3 Toyotisme : Une Forme D'organisation Du Travail

Le toyotisme ou ohnisme (du nom de Taiichi Ono, ingénieur chez Toyota) est une organisation du travail d'origine japonaise, qui s'impose comme l'amélioration du taylorisme et du fordisme. Il a d'abord été appliqué dans l'entreprise Toyota.

- Les nouvelles formes d'organisation du travail : le toyotisme

Le toyotisme se définit selon quelques grands principes :

Le principe du juste-à-temps ou flux tendu. L'aval de la production commande l'amont (c'est-à-dire que l'entreprise a toujours les stocks justes nécessaires et assure donc sa production selon les commandes, ce qui permet de diminuer des dépenses inutiles en achetant trop de stocks).

L'auto-activation de la production, ce qui a pour conséquence de rendre les machines et les travailleurs plus qualifiés et plus polyvalents,

Le principe des cinq zéros, c'est-à-dire :

- Zéro panne ;
- Zéro défaut ;
- Zéro papier ;
- Zéro délai ;
- Zéro stock.

Le principe de l'autonomie de la production : contraction d'autonomie et d'automatisation. C'est la capacité d'une machine à s'arrêter dès qu'elle rencontre un problème. Les ouvriers n'ont donc pas à surveiller constamment cette machine et peuvent travailler sur plusieurs machines. Cet instrument permet d'accroître grandement la productivité. Le toyotisme permet aussi une plus grande implication des salariés, possibilité de progresser, qualification par la formation continue et l'actionnariat.

## 4. Division Internationale Du Travail

La division internationale du travail, ou DIT, désigne le fait que les pays se sont spécialisés : ils ne fabriquent pas tous la même chose et, de ce fait, échangent entre eux leur production. Cette spécialisation de pays ou zones repose sur les avantages comparatifs des différents pays, du moins en théorie. La division internationale du travail (DIT) s'accompagne évidemment du développement des échanges internationaux.

### 4.1 Enjeux De La Division Du Travail

Pour les économistes libéraux, la DIT qui repose sur la spécialisation des pays et le libre échange est bénéfique à tous. Grâce à cette spécialisation, les produits sont plus abondants et moins chers (économies d'échelle, la théorie des avantages comparatifs de Ricardo). Pour les économistes marxistes, cette DIT est le résultat de la domination des pays capitalistes (riches) qui exploitent les pays en développement (pauvres). Il en résulte un échange égal au bénéfice des pays développés qui "pillent les richesses du Tiers Monde".

La façon de se diviser le travail entre les pays de la planète a évidemment des enjeux : on peut penser que certaines productions sont plus intéressantes pour le pays, pour sa croissance et son développement, que d'autres. Les pays qui fabriqueront ces produits disposeront davantage de revenus et de pouvoir.

#### 4.1.1 Adam-Smith Et Avantage Absolu

La loi de la proportion des facteurs est l'ensemble des principes et théories (élaborées par les économistes classiques) qui fondent leurs actions sur le postulat suivant :

Si un pays peut fournir à un autre des produits à moindre coût (ou à un coût inférieur), l'utilisation d'un facteur dans lequel il est en abondance, il (ce pays fournisseur) tire un avantage certain et doit se spécialiser dans la production de cette marchandise.

C'est cette loi qui est à la base de la division internationale du travail et du développement du commerce international. Adam Smith pense que cet avantage est absolu. Il met l'accent sur la possibilité de minimiser les coûts par le commerce international.

### **Adam Smith et l'Avantage absolu**

Pour lui, si un pays étranger peut nous fournir une marchandise à un coût inférieur, écrit-il, il vaut mieux l'acheter à l'aide des produits de notre industrie où nous avons quelques avantages. L'avantage absolu réside dans le fait que le pays étranger produit à un coût inférieur. Adam Smith analyse de façon très précise les causes de l'amélioration des rendements dus à la division du travail.

Il en voit trois :

1. La première est une habileté plus grande de chacun dans l'exécution d'une tâche bien spécifique.
2. La deuxième est une diminution des pertes de temps dues au changement d'activité.
3. La troisième est la multiplication des machines qui facilitent et abrègent le travail.

La division de travail n'est ni nécessaire ni efficace dans l'agriculture. Adam Smith en conclut pour dire que le progrès de la production dans le secteur agricole ne peut pas être aussi rapide que dans l'industrie. Et c'est à partir de cette théorie de la proportion des facteurs et surtout de l'Avantage absolu d'Adam Smith que les pays en développement sont confinés dans la production des matières premières. Ces pays deviennent ainsi fournisseurs des matières pour l'industrie des pays développés.

#### **4.1.2 Ricardo Et Avantages Comparatifs**

Comment alors se fait cette répartition ?

Elle repose en principe sur les avantages comparatifs des différents pays. Mais, dans la réalité, toutes les spécialisations ne donnent pas les mêmes avantages. Bon nombre de Pays en développement spécialisés dans des exportations d'un ou de quelques produits de base sont les perdants (contrairement à la théorie des avantages comparatifs de Ricardo) de cette division internationale du travail (DIT) qui les marginalise. Il y a des rivalités et des luttes pour le contrôle et la maîtrise de ces productions à haute technologie qui hiérarchisent les pays.

#### **4.2 Tendances De La Division Du Travail**

La DIT se transforme au cours du temps et on distingue une DIT traditionnelle de complémentarité et une DIT plus récente de concurrence. Dans la DIT de complémentarité, jusqu'aux années 1970, les pays développés du Nord importent des produits de base des pays en développement (PED) ou pays du Sud et exportent des produits manufacturés entre eux et vers le Sud. Elle correspond à un partage des productions de type colonial.

Depuis les années 1970, on assiste au développement d'une DIT de concurrence entre pays industrialisés qui exportent et échangent des produits manufacturés similaires, auxquels s'adjoignent les pays émergents (essentiellement les nouveaux pays industrialisés (NPI) asiatiques). Les échanges intra-branches (des voitures contre d'autres voitures) se développent au détriment des échanges interbranches.

Les échanges de produits manufacturés ne se font plus exclusivement à partir des pays du Nord, les NPI (asiatiques surtout) prennent une part croissante dans ces exportations et concurrencent vivement les pays du Nord. La construction navale, par exemple, n'est plus aujourd'hui le monopole des anciennes puissances industrialisées, bien au contraire

Les autres pays en développement (PED) se trouvent marginalisés dans le commerce international dont ils

occupent une faible part. Certains pays exportateurs de produits énergétiques (pétrole, gaz) voient leur situation fluctuer fortement au gré des chocs et contre chocs pétroliers. La division internationale du travail a connu une évolution. Désormais, on parle de « nouvelle division internationale du travail (NDIT) » pour désigner la spécialisation actuelle des pays : les nouveaux pays industrialisés, asiatiques surtout, produisent aujourd'hui des produits manufacturés, y compris des produits haut de gamme. Les pays développés fabriquent surtout les produits technologiques et les services dont la production nécessite de hautes qualifications. Les pays les plus pauvres restent cantonnés dans les produits primaires à faible valeur ajoutée.

#### **4.3 Nouvelle Division Internationale**

Jusqu'aux années 1970, les relations commerciales internationales étaient structurées par ce qu'on appelle aujourd'hui l'« ancienne division internationale du travail (ADIT) ». Cette division qui s'est instaurée au XIXe siècle correspond à un échange de produits primaires en provenance des pays en voie de développement contre des produits manufacturés exportés par les pays développés. Elle justifie la thèse de Ricardo. Cette spécialisation de pays ou zones repose sur les avantages comparatifs des différents pays, du moins en théorie. La division internationale du travail (DIT) s'accompagne évidemment du développement des échanges internationaux. Or, l'émergence des nouveaux pays industrialisés (NPI) d'Asie et d'Amérique Latine, dessine depuis les années 70, une "nouvelle division internationale du travail". La première vague de ces NPI était dominée par quatre pays d'Asie du Sud-est (les quatre dragons) : Hong Kong, la Corée du Sud, Singapour et Taïwan, ainsi que par deux pays d'Amérique latine : le Brésil et le Mexique.

Puis dans les années 1980, est arrivée une deuxième vague qui était constituée essentiellement de pays asiatiques comme la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie, la Chine... En raison de leur main-d'œuvre qualifiée et bon marché, ces pays étaient utilisés par les firmes multinationales comme bases de sous-traitance. Ils ont été d'abord engagés dans des secteurs industriels particuliers, comme les instruments d'optique, les montres, les jouets et les machines-outils. Les investissements directs des multinationales dans ces pays ont permis, d'un côté, le transfert de la technologie, et de l'autre, la création de nouvelles richesses qui finançaient à leur tour de nouveaux projets. Aujourd'hui, des pays comme la Corée du Sud ou le Brésil exportent les automobiles, des missiles, des ordinateurs... De même, un petit pays comme Taïwan (23 millions d'habitants) est le troisième exportateur mondial de produits électroniques et la quatorzième puissance commerciale du monde.

#### **5. Division Du Travail Social Et L'intercoopération**

La division du travail incarnée par l'économie de marché et Adam Smith son fondateur ont littéralement laminé les principaux créateurs des richesses que sont les travailleurs (ouvriers et paysans). Les théories de Taylor, de Ford ou de Toyota et leurs variantes ont pour but de maximiser le profit de l'entrepreneur. Alors que les pionniers de Rochdale, penseurs proches de la classe ouvrière et de la paysanne mettent au point un type d'organisation pour la promotion et la défense des intérêts de ces masses laborieuses. Cette structure dénommée coopérative constitue un modèle

d'entreprise démocratique fondé sur des valeurs de responsabilité, de solidarité et de transparence. Ce sont des sociétés de personnes ayant pour finalité première de rendre des services individuels et collectifs à leurs membres. Cette organisation défend sept (7) principes fondamentaux qui sont bien illustrés en ces termes :

1. Adhésion volontaire et ouverte à tous. Les coopératives sont des organisations fondées sur le volontariat et ouvertes à toutes les personnes aptes à utiliser leurs services et déterminées à prendre leurs responsabilités en tant que membres, et ce sans discrimination fondée sur le sexe, l'origine sociale, la race, l'allégeance politique ou la religion.
2. Pouvoir démocratique exercé par les membres. Les coopératives sont des organisations démocratiques dirigées par leurs membres qui participent activement à l'établissement des politiques et à la prise de décisions. Les hommes et les femmes élus comme représentants des membres sont responsables devant eux. Dans les coopératives de premier niveau, les membres ont des droits de vote égaux en vertu de la règle « un membre, une voix » : les coopératives d'autres niveaux sont aussi organisées de manière démocratique.
3. Participation économique des membres. Les membres contribuent de manière équitable au capital de leurs coopératives et en ont le contrôle. Une partie au moins de ce capital est habituellement la propriété commune de la coopérative. Les membres ne bénéficient habituellement que d'une rémunération limitée du capital souscrit comme condition de leur adhésion. Les membres affectent les excédents à tout ou partie des objectifs suivants : le développement de leur coopérative, éventuellement par la dotation de réserves dont une partie au moins est impartageable, des ristournes aux membres en proportion de leurs transactions avec la coopérative et le soutien d'autres activités approuvées par les membres.
4. Autonomie et indépendance. Les coopératives sont des organisations autonomes d'entraide, gérées par leurs membres. La conclusion d'accords avec d'autres organisations, y compris des gouvernements, ou la recherche de fonds à partir de sources extérieures, doit se faire dans des conditions qui préservent le pouvoir démocratique des membres et maintiennent l'indépendance de leur coopérative.
5. Éducation, formation et information. Les coopératives fournissent à leurs membres, leurs dirigeants élus, leurs gestionnaires et leurs employés, l'éducation et la formation requises pour pouvoir contribuer effectivement au développement de leur coopérative. Elles informent le grand public, en particulier les jeunes et les dirigeants d'opinion, sur la nature et les avantages de la coopération.
6. Coopération entre les coopératives. Pour apporter un meilleur service à leurs membres et renforcer le mouvement coopératif, les coopératives œuvrent ensemble au sein de structures locales, nationales, régionales et internationales. Ces sept principes sont complétés par un huitième principe. Il s'agit de l'engagement envers la communauté.
7. Engagement envers la communauté. Les coopératives contribuent au développement durable de leur communauté dans le cadre d'orientations approuvées par leurs membres.

### 5.1 Engagements réciproques de la coopérative et de l'intercoopération

Des engagements réciproques et durables se nouent entre la coopérative et ses membres qui sont à la fois associés et clients ou producteurs ou salariés. Pour les coopératives de consommateurs, ces valeurs se vivent au quotidien. Bien qu'ils vivent dans un monde où l'économie de marché est triomphant, les membres de la coopérative fonctionnent avec leur propre système qui les met à l'abri de l'économie capitaliste. Cette expérience est illustrée de la façon suivante :

A propos de la démocratie : dans une activité socioéconomique où le client final est le sociétaire, la démocratie prend tout son sens et donne à la démarche de coopération une portée particulière. Cette démocratie se trouve dans les assemblées de section qui regroupent dans chaque coopérative de milliers de sociétaires

Concernant le service, les coopératives de consommateurs ont pour objet d'offrir aux coopérateurs les produits du coût le plus juste. Dans leur domaine principal d'activité : la distribution alimentaire, par leurs alliances avec de grands réseaux et leur politique propre, elles dépassent le simple rôle de distributeur pour devenir des acteurs engagés d'une distribution socialement responsable et d'une éducation du consommateur. Les coopérateurs consommateurs sont associés à la vie de la coopérative et peuvent participer au choix des produits où à la politique d partenariats locaux. En parlant de la proximité, elle s'illustre essentiellement par une implantation géographique des points de vente et l'animation de réseaux de proximité. En rendant ces implantations dynamiques et attractives les coopératives donnent à la proximité tout son sens.

S'agissant de la transparence, face à une multitude de coopérateurs qui peuvent sortir facilement de ce statut, c'est bien la qualité et la spécificité des relations qui permettent aux liens de se poursuivre dans la durée et aux coopérateurs de s'investir dans la gestion de leur coopérative. Cette transparence s'illustre tout particulièrement lors de la présentation des bilans qui se tiennent en assembles générale.

Au niveau de la responsabilité, elle s'exprime par le soutien aux producteurs locaux et l'engagement au service des territoires. Dans chaque coopérative, sont disponibles les produits du terroir et des producteurs locaux. Solidarité ; C'est à travers le soutien aux sociétaires âgés ou en difficultés ou malades, l'accompagnement des associations locales, la politique active de partenariat que la solidarité devient une réalité.

Enfin pour ce qui est de la pérennité, elle se traduit avec le capital détenu par des milliers de consommateurs qui sont leurs clients, les coopératives s'inscrivent durablement dans leur territoire. Ce qu'il faut retenir avec l'entreprise coopérative le travailleur est son propre employeur. Il n'y a pas exploitation par l'homme.

La problématique posée par la stratégie de dynamisme optimal coopératif va s'appuyer sur l'intercoopération. L'objectif visé par cette stratégie consiste à mettre sur pied un système coopératif avec différentes composantes qui interagissent les unes sur les autres. C'est un système d'économie alternative proposé. En quoi consiste donc le concept intercoopération ?

L'intercoopération suppose d'abord qu'il y ait des coopératives dans divers domaines (agriculture, agropastoral,

artisanat, commercialisation) et qui ont un lien très fort entre eux débouchant sur un réseau coopératif efficient. Pour Hugues SIBILLE, l'intercoopération consiste en la collaboration entre les coopératives et entre les secteurs d'activités dans lesquels interviennent ces coopératives, pour la recherche d'un nouvel équilibre entre producteurs et consommateurs <sup>[2]</sup>.

En poussant à bout, l'idée d'intercoopération peut déboucher sur un modèle d'organisation globale de la société. Ce modèle de coopération qu'on peut aussi désigner sous le concept de coopératisme, pourrait entrer en concurrence ou en collusion avec d'autres modèles déjà rodés à savoir le capitalisme et le socialisme. Ce nouveau modèle socio-économique serait ainsi redouté par ces adversaires qui imposent déjà une concurrence déloyale aux coopératives agricoles luttant pour l'avènement d'une économie alternative plus juste et équitable. La gestion d'entreprise issue de ce type de modèle est libérée à la fois du contrôle des propriétaires, du marché et de l'Etat. Elle requiert des compétences, des intérêts et des motifs dont rien ne nous garantit, à moins de cas très spéciaux comme les Kibboutzim <sup>[3]</sup> israéliens.

S'il est vrai qu'il ne saurait avoir un développement économique durable, équitable et juste sans un système d'économie sociale performant dont le pilier central repose sur la coopérative, il semble plus adéquat d'accorder une place de choix à l'intercoopération. Cette stratégie reposant sur l'intercoopération permettra aisément la mise sur pied d'un secteur d'économie alternative dynamique, attrayant et autonome. Cette économie alternative est un véritable embryon de l'économie sociale. Cette économie sociale et ses composantes vont mener des activités multisectorielles : production agricole, agropastorale, artisanat, octroi et récupération de crédit à leurs membres, commercialisation, approvisionnement, réalisation d'infrastructures et équipements collectifs. Autrement dit, l'intercoopération se propose de créer des coopératives de producteurs agricoles de cultures de rente, des coopératives de production et de commercialisation de cultures vivrières, des coopératives d'artisanat (maçonnerie, électricité, plomberie, ferronnerie) et enfin les coopératives de crédits agricoles.

Avec toutes ces structures, il doit y avoir, à leur tête, une agence de coordination qui impulse une dynamique de synergie et de solidarité agissante dont la finalité est le bien-être et l'épanouissement de tous les sociétaires. Sa mission est la conception et l'élaboration des politiques d'actions à mener qui vont orienter les différentes structures.

L'objectif essentiel de ce réseau d'économie sociale alternative est de réaliser le développement endogène dans chaque région. En d'autres termes, chaque région verra ses besoins fondamentaux (alimentation, habitat, santé, éducation etc.) pourvus par le travail des populations locales organisées à travers le réseau de coopératives.

## 5.2 Relations structurelles de base pour la simulation et construction de réseau coopératif efficient

L'efficacité d'une politique économique dépend en premier de sa cohérence, de son réalisme et enfin du volume des ressources mobilisées pour la satisfaction des aspirations et attentes des populations pour lesquelles elle est mise au point. La résistance et la survie de cette économie sociale alternative avec ses démembrements face à la dictature de l'économie dominante réside dans la qualité du seau initié entre les différents éléments qui le composent. Si une des composantes du réseau est en difficulté, un élan de solidarité en faveur de ce dernier est nécessaire de sorte que cet élément du système en danger ou en difficulté ne soit pas laissé pour compte, mais plutôt bénéficie du soutien effectif des autres membres. L'intercoopération est une institution multidimensionnelle à savoir politique, culturelle, sociale, économique et internationale.

### a) L'intercoopération politique

Elle consiste à organiser les coopératives sectorielles en un groupement fédéral ou confédéral et à agir ensemble auprès des pouvoirs publics à travers cette structure fédérale de façon concrète. Cela signifie que toutes les coopératives agricoles vont se fédérer en une organisation. Celle-ci constitue la tête pensante pour les entités membres. Elle joue le rôle de structure de direction stratégique. Ici, cette mission est dévolue à l'Agence de Coordination de l'Intercoopération (ACI) qui est l'organe politique et stratégique de ce système novateur.

### b) L'intercoopération culturelle

Il s'agit ici de mettre en place une politique commune en matière de formation et d'information pour que les membres des coopératives puissent acquérir un bagage culturel appelé aussi niveau intellectuel, ainsi que les principes coopératifs de base (l'esprit coopératif). Cette politique de formation vise à doter les sociétaires d'une capacité d'analyse critique pour pouvoir participer à des réunions, faire des propositions, prendre la parole et apprécier la gestion de leurs dirigeants. Afin de réaliser cette formation, la création d'un centre de recherche, de formation et d'éducation coopérative (CRFEC) s'impose. Ce centre de recherche et de formation aura pour mission d'assurer la liaison avec les universitaires d'une part et d'autre part avec les pays qui ont une expérience poussée en matière d'économie coopérative comme l'Israël, la Chine, le Canada pour les pays du nord et des pays du sud avancés dans les expériences coopératives similaires.

### c) L'intercoopération sociale

Elle a pour mission de définir et de concevoir la politique sociale et commune aux coopératives. Ce qui permettra aux coopératives d'assurer la sécurité sociale de leurs sociétaires. Cette mission peut s'orienter également vers l'octroi de bourses aux filles et fils des sociétaires pour accéder à des études de haut niveau, réfléchir à la réalisation d'un habitat décent pour chaque sociétaire.

La coopérative agricole, qui est le fer de lance de tout le nouveau système, doit encourager la primauté de la collectivité sur l'individu ; laquelle primauté fait émerger l'esprit communautaire. Elle développe, par conséquent, au sein du groupe, la solidarité et la cohésion sociale. Une coopérative qui sait entretenir cette dynamique

<sup>2</sup> Hugues SIBILLE « Coopératives ouvrières de production en France et dans la CEE, *La Documentation française*, Notes et Études documentaires, n°46990 -4691, 16 novembre 1982, Paris, p55.

<sup>3</sup> « Une communauté délibérément formée par ses membres, à vocation essentiellement agricole, où il n'existe pas de propriété privée et qui est censée pourvoir à tous les besoins de ses membres et de leurs familles ».



communautaire à plus de chance d'instaurer un climat de confiance en son sein et éviter par la même occasion des conflits sociaux entre les sociétaires et la direction de la coopérative ou entre les membres de la base. C'est en cela que la mise en place d'une politique sociale est d'une importance capitale. Activer une politique sociale au sein d'une coopérative agricole signifie ou suppose que cette organisation professionnelle agricole est à l'écoute de ses membres et crée les conditions de leur épanouissement. Ainsi, ladite coopérative parviendra-t-elle à constituer pour ses sociétaires une seconde famille.

C'est dans ce contexte que la politique sociale doit contribuer à promouvoir l'esprit de famille. C'est en initiant les actions en faveur des sociétaires et leurs familles que la coopérative peut être plus proche d'eux, qu'elle peut les motiver et avoir leur adhésion. C'est seulement de cette manière que la coopérative agricole qui est une émanation de la culture occidentale pourra s'adapter progressivement à la mentalité africaine. La mise en place d'une politique sociale, hardie et ambitieuse, est le prix à payer par la coopérative agricole si elle veut que ses membres répondent à ses attentes et démontrent leur loyauté, leur fidélité. Une telle politique conduit inéluctablement les sociétaires à faire preuve de dévouement à l'égard de leur coopérative dans la mesure où ils sont persuadés que leur vie et l'avenir de leur famille dépendent de ses résultats. Elle les amènera également à observer vis-à-vis d'elle les mêmes obligations qu'ils ont tendance à avoir à l'égard de leur famille. La coopérative agricole qui saura promouvoir en son sein cet esprit communautaire, les sociétaires la percevront comme leur famille. Ainsi l'esprit de défiance et d'infidélité vis-à-vis d'elle va estomper, cet esprit qui consiste à se détourner d'elle entendant la production à tout venant. Désormais la coopérative sera considérée par les sociétaires comme leur propre affaire. Mais cette politique va s'appuyer sur quoi ? D'où viendra cet argent qui serait utilisé par la politique sociale ? Cette question trouvera sa réponse dans l'intercoopération économique.

#### **d) L'intercoopération économique**

Ici, il s'agit de promouvoir des relations économiques directes entre les coopératives du même secteur et entre toutes les coopératives des différents secteurs. C'est une véritable synergie et une solidarité agissante entre différentes composantes de cette économie alternative, gage de la dignité humaine pour les braves populations rurales et urbaines. Au niveau d'une région, cela permettra une cohésion sociale totale, une entente parfaite entre les membres de différentes coopératives qui opèrent dans une région donnée. Ce qui aura un impact positif sur les habitants de cette localité du pays. Au niveau de la nation, un tel type de développement créerait un sentiment d'appartenance nationale entre les différentes composantes du pays. Les expériences d'intercoopération économique susciteront des relations d'entente et de collaboration entre producteurs et consommateurs. Toutes les activités de cette économie seront soutenues par un fonds de développement de l'intercoopération. Ce fonds comprendra deux axes :

- Un axe orienté pour renforcer les activités génératrices de revenus des sociétaires ;
- Un autre axe qui assurera le fonds social.

La première partie de ce fonds va s'occuper de la gestion des équipements collectifs : magasins, camions ou véhicules pour le ramassage de la récolte des zones de production jusqu'au port. Cette partie du fonds s'occupera aussi du financement de la formation des sociétaires et de la direction de la coopérative : (formation à la direction des réunions, formation en agriculture, aux techniques agricoles, formation à la gestion comptable et aux finances, formation à la gestion des conflits en direction des cadres, initiation et formation aux nouvelles technologies de la communication TIC).

La deuxième partie de ce fonds constituera le fonds social qui se chargera de mettre en application la politique sociale de l'intercoopération. Il s'occupera de la gestion des équipements sociaux (centre de santé, construction des écoles et collèges, création de l'assurance maladie pour les sociétaires. Ce fonds s'inspirera de l'exemple initié par Zadi Kessy dans son village natal, Yacolidabou au sud-ouest ivoirien. Zadi a créé une organisation avec ses parents. Ils ont doté à leur coopérative un fonds. Ce fonds incite les producteurs à faire des placements qui sont gérés par des professionnels avisés et investis dans des titres ou valeurs mobilières nationales ou internationales à fort rendement afin de doper l'épargne des villageois. Ce qui signifie qu'au niveau du fonds de l'intercoopération, il serait question de faire appel à des placements des sociétaires qui seront ensuite investis dans les canaux bancaires à taux rémunérateur et compétitif. Par conséquent, ces placements des coopérateurs produiront des bénéfices.

Les sources de financement de ce fonds seront de trois ordres :

- la première source proviendra d'une ponction de 2 à 3 francs CFA par kilogramme qui sera faite sur la production collectée par les coopératives de la région lors de la phase expérimentale. Dans le cas où nous devons l'étendre au niveau de tout le pays, toutes les coopératives seront mises à contribution.
- la deuxième source viendra du volontariat. Ici, on fera appel au volontariat paysan, c'est-à-dire qu'il sera demandé à chaque producteur agricole de faire une épargne qui sera rémunérée à un taux compétitif.
- la troisième source sera alimentée par la solidarité traditionnelle (tontine).

#### **e) L'intercoopération internationale**

Il consistera à créer des partenariats avec des composantes de l'économie sociale des pays voisins. Les promoteurs de l'économie sociale alternative du pays voisin doivent encourager celle-ci à prendre l'envol dans le pays où elle n'a pas encore une assise solide. C'est une sorte d'Internationale d'Économie Sociale Alternative (IESA).

### **6. Conclusion**

La division du travail est à l'origine de la spécialisation et du machinisme qui on rendu possible un accroissement exponentiel du rendement et de la productivité dans les entreprises. La conséquence majeure pour Adam Smith et ces disciplines pionniers de l'économie de marché réside non seulement dans l'accroissement des richesses mais surtout un enrichissement insolent des employeurs. Les victimes de cette division du travail sont essentiellement les principaux créateurs des richesses que sont les travailleurs dans les

industries, mines et les masses paysannes. Comme le souligne Maslow, l'augmentation du salaire ne suffit pas à lui seul de répondre à l'attente des forces laborieuses. Ces dernières ont besoin de satisfaire les autres attentes à savoir la sécurité, l'estime et réalisation de soi et l'appartenance à un groupe. Tandis que l'intercoopération permet aux travailleurs d'assumer à la fois les fonctions de conception, de réflexion et d'exécution. Cela leur permet de répondre non seulement aux attentes du pouvoir d'achat, mais aussi de sécurité, l'estime et réalisation de soi et l'appartenance à un groupe. Avec ce nouveau modèle, l'économie sociale alternative, les classes ouvrières et paysannes sont à l'abri du système capitaliste.

## 7. Refarences

1. Belloncle G. Quel Développement Rural Pour L'Afrique Noire, Dakar, Nea, 1979.
2. Belloncle Guy/ Gentil Dominique: Politiques Et Structures De Promotion Coopératives Dans L'Afrique Sahélienne (Haute Volta, Mali, Niger, Sénégal), Communautés. Archives De Sciences Sociales De La Coopération Et Du Développement. 1983, 64.
3. Boudon R, Bourricaud F. *Dictionnaire Critique De La Sociologie*. Quadrige/Puf, 2012.
4. *Cahiers D'économie Politique*, Numéro Spécial : Le Marché Chez Smith, 1991.
5. Durkheim E, *De La Division Du Travail Social*, 1893.
6. Ediani, *Et Al. Division Du Travail*. Consulté Le, 2017. Sur <https://D1n7iqsz6ob2ad.Cloudfront.Net/Document/Pdf/538c4ff10d9f4.Pdf>
7. Gentil D. *Le Mouvement Coopératif En Afrique De L'ouest*, Edition Ucl, L'harmattan, 1986.
8. Gorz A. *Critique De La Division Du Travail*, Seuil, 1973.
9. Les Valeurs Coopératives Sur [Http://Www.Fncc.Coop/Telechargerpdf/Valeurs\\_Coop%C3%A9ratives.Pdf](http://Www.Fncc.Coop/Telechargerpdf/Valeurs_Coop%C3%A9ratives.Pdf)
10. Marx K. *Le Capital*, Edition Sociales, Paris, 1971.
11. Marx K, Engels F. *L'idéologie Allemande*, 1932.
12. Maslow Ah. A Theory Of Human Motivation, Publié Originellement Dans *Psychologicalreview*. Disponible En Ligne Dans *Classics In The History Of Psychology*. 1943; 50:370-396.
13. Peaucelle J-L. *Adam Smith Et La Division Du Travail*, La Naissance D'une Idée Fausse, L'harmattan, 2007.
14. Perroux F. Economic-Space: Theory And Application, Dans *Quarterly Journal Of Economics*, Février, 1950; Lxiv(1).
15. Sibille H. Coopératives Ouvrières De Production En France Et Dans La Cee, *La Documentation Française*, Notes Et Études Documentaires. 1982 ; 16:46990-4691.
16. Smith A. *Recherches Sur La Nature Et Les Causes De La Richesse Des Nations*, Edition Utilisée, 1991.
17. Smith A. *Recherches Sur La Nature Et Les Causes De La Richesse Des Nations Livre I*, 1776.